

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2021
(Convocation du 10 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 11h30, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Céline SALLES, Christophe TERRAIN, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Xavier LAGRAVE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Madame Dominique DEGOS

Etaient excusés :

Messieurs Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Charles PELANNE, Thierry CARRERE

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Projet de convention avec les EPCI-FP et le Département des Landes pour la conduite des travaux d'urgence sur les digues de la Plaine, Pénich-Laburthe et Maisonnave-RD10

Exposé des motifs :

Les crues de décembre 2020 et février 2021 ont occasionné plusieurs désordres sur les ouvrages de protection contre les inondations de l'Adour moyen et notamment les digues de la plaine, Pénich/Laburthe et Maisonnave/RD10 sises respectivement sur la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour, la communauté de communes du Pays Grenadois et la communauté de communes Terres de Chalosse.

Précédemment, et en accord avec les EPCI-FP concernés, le comité syndical a approuvé la réalisation des travaux d'urgence sur ces trois ouvrages (fiche programme n° 34) en réparation des dégâts causés par les crues de décembre 2020 ; la maîtrise d'ouvrage de ces travaux est confiée à l'Institution Adour par les EPCI-FP par délégation d'une partie de la compétence GEMAPI celle-ci faisant l'objet de conventions dédiées en date du 23 janvier 2018 pour la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour, du 10 janvier 2018 pour la communauté de communes du Pays Grenadois et du 31 janvier 2018 pour la communauté de communes Terres de Chalosse et de leurs avenants soumis ce jour à votre délibération.

Le plan de financement prévisionnel approuvé par décision précédente du comité syndical faisait intervenir le fond de solidarité de l'État à hauteur de 30 % ainsi qu'une participation de la Région Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 20%.

Dès lors, le Département des Landes a souhaité intervenir financièrement à hauteur de 30% des travaux éligibles à la dotation de solidarité de l'État. Une décision a été prise en ce sens par l'Assemblée Départementale du Département des Landes, réunie le 25 janvier 2021.

Comme le prévoit la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, la poursuite de l'intervention financière du Département sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI par l'EPTB doit être formalisée par une convention d'une durée de 5 années entre l'EPTB, l'EPCI-FP et le Département.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Il convient donc d'établir trois conventions en ce sens ; la première avec la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour et le Département des Landes, la deuxième avec la communauté de communes du Pays Grenadois et le Département des Landes et la troisième avec la communauté de communes Terres de Chalosse et le Département des Landes.

LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes des conventions à intervenir avec le Département de Landes et les EPCI-FP (communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour, communauté de communes du Pays Grenadois et communauté de communes Terres de Chalosse),
- D'autoriser le Président à les signer ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Réalisation des travaux d'urgence à intervenir sur la digue de protection contre les inondations de la Plaine, implantée en rive gauche de l'Adour sur la commune d'Aire-sur-l'Adour suite aux crues de décembre 2020

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8, L. 1111-10 et L. 5211-61 ;

Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations ;

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 27 juin 1978 portant création de l'Institution Interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour,

Vu l'arrêté préfectoral du préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 11 avril 2007 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'Institution Adour en tant qu'établissement public territorial de bassin,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l'arrêté préfectoral PR/DC2PAT/2020/n°79 en date du 23 avril 2020 portant adhésion au syndicat mixte « Institution Adour » de la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour,

Vu l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2017/n°650 en date du 28 décembre 2017 portant mise en conformité des statuts de la communauté de communes du Pays Grenadois conformément aux dispositions de l'article 76-II de la loi n°2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la République et portant modification des statuts ;

Vu la convention en date du 23 janvier 2018 établie entre l'Institution Adour et la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour, relative à la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI par la communauté de communes à l'EPTB, et ses avenants ;

Vu la délibération n°2 en date du 25 janvier 2021 engageant le Département des Landes dans l'accompagnement des collectivités dans les travaux à mener à la suite des intempéries de décembre 2020 ;

Vu la délibération n°31/2021 en date du 18 mars 2021 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Vu la délibération n° en date du de l'Assemblée Départementale du Département des Landes approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Vu la délibération n° en date du du conseil communautaire de la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Considérant que le Département des Landes est membre historique de l'Institution Adour, gestionnaire historique d'une partie de l'ouvrage de protection contre de la Plaine, et à ce titre, financeur principal des opérations conduites sur cet ouvrage par l'EPTB antérieurement au 1^{er} janvier 2018 ;

Considérant que l'Institution Adour est le gestionnaire historique de l'ouvrage de protection contre les inondations de la Plaine;

Considérant l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'Institution Adour relatif à la délégation de compétence ;

Considérant l'article 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifié par l'article 1 de la loi n°2017-1838 du



30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Projet



Entre

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert, établissement public territorial du bassin de l'Adour, dont le siège est situé au 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN, identifié sous le numéro SIREN 254 002 264 et représenté par son Président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n° 31/2021 en date du 18 mars 2021,

ci-après dénommée : l'EPTB

Et

Le Département des Landes, domicilié Hôtel Planté, 23 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN Cedex, identifié sous le numéro SIREN 224 000 018 et représenté par son Président Xavier FORTINON, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° en date du ,

ci-après dénommé : le **Département**

Et

La communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour, domiciliée 7 boulevard de la gare - 40800 Aire-sur-l'Adour, identifiée sous le numéro SIREN 200 030 435 et représentée par son Président Philippe BRETHES, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° en date du ,

ci-après dénommée : l'EPCI-FP

Préambule

Le Département est l'un des quatre membres fondateurs de l'EPTB Institution Adour, établissement constitué en 1978 à l'échelle du bassin de l'Adour pour conduire à l'origine des missions relatives à l'aménagement hydraulique en vue notamment de la protection contre les inondations. L'EPTB a donc construit, réparé, étudié ou entretenu plusieurs ouvrages du bassin de l'Adour intervenant dans des dispositifs de protection contre les inondations, dont plusieurs implantés dans le département des Landes.

La digue de protection contre les inondations implantée le long de l'Adour en rive gauche sur la commune d'Aire-sur-l'Adour, dite digue de la Plaine aurait été créée sous la forme d'une levée de terre à la fin des années 1950.

Malgré la mise en application du décret « digues » de 2007, l'État n'a jamais prononcé le classement de la digue à l'encontre d'un quelconque gestionnaire. Malgré cela, l'EPTB en a assuré la surveillance ; la commune en réalisant l'entretien.

L'EPTB, devenue établissement public territorial de bassin depuis 2007, a été transformée d'institution interdépartementale en syndicat mixte ouvert en 2017 et a accueilli à compter de 2019, de nouveaux membres issus des différentes collectivités intéressées à la gestion de l'eau à l'échelle du bassin de l'Adour : EPCI-FP, syndicats mixtes de sous-bassins versants, Régions.

Depuis la création de la compétence GEMAPI et son affectation aux EPCI-FP, l'EPTB a poursuivi les missions de gestion, entretien et surveillance des ouvrages de protection contre les inondations qu'elle avait en charge (ouvrages classés au titre du décret « digues » de 2007) et a également accompagné les EPCI-FP dans la définition de leurs systèmes d'endiguement dont la digue de la Plaine sur le territoire de la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour. Pour ce faire, des conventions de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI ont été établies avec les EPCI-FP concernés dont la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour fait partie.

Dès lors, durant la période transitoire prévue par les textes dans la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, le Département a poursuivi son implication en matière de protection contre les inondations au travers de l'EPTB et en accompagnement des EPCI-FP nouvellement compétents. Cette période transitoire ayant pris fin au 31 décembre 2019, selon les prescriptions de la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017, un conventionnement doit être établi entre l'EPCI-FP et le Département, auquel il convient d'ajouter l'EPTB parmi les parties prenantes dans la mesure où il reste l'opérateur de la partie de compétence GEMAPI concernée, déléguée par l'EPCI-FP.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention est établie en application de l'article 59 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifié par la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations,

Elle a pour objet de permettre au Département, en tant que membre historique de l'EPTB (opérateur de la gestion d'ouvrages de protection contre les inondations), de continuer à participer via l'EPTB à l'exercice par celui-ci d'une partie des missions relevant de la compétence GEMAPI au-delà du 1^{er} janvier 2020, ces missions lui ayant été déléguées par l'EPCI-FP.

Article 2. Missions exercées

La mission relevant de la GEMAPI concernée par la présente convention porte uniquement sur la réalisation des travaux d'urgence de réparation de la digue de la Plaine implantée le long de l'Adour sur le territoire de l'EPCI-FP suite aux crues de décembre 2020.

2.1. Mission exercée par l'EPTB

L'EPTB sera l'opérateur en charge de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'urgence de réparation de la digue de la Plaine implantée le long de l'Adour sur le territoire de l'EPCI-FP. Dans ce cadre, l'EPTB devra notamment :

- Établir les estimations prévisionnelles des propositions de travaux,
- Mobiliser les cofinancements potentiels auprès des partenaires (État, Région, Europe, agence de l'eau, ...),
- Solliciter les autorisations réglementaires requises,
- Assurer la préparation et la conduite des opérations dans le respect de la réglementation, notamment en matière de commande publique et de gestion des ouvrages de protection contre les inondations,
- Tenir informées les parties prenantes de la présente convention du déroulé des opérations et recueillir leur accord préalable concernant la nature des travaux et les engagements financiers.

2.2. Mission exercée par le Département

Le Département, en tant que membre historique fondateur de l'Institution Adour, souhaite poursuivre l'accompagnement de l'EPCI-FP en charge de la compétence GEMAPI, concernant la réalisation par l'EPTB des travaux d'urgence de réparation de la digue de la Plaine implantée le long de l'Adour sur le territoire de la communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour.

Dans ce cadre, le Département intervient :

- d'une part, en tant qu'acteur historique au sein de l'EPTB pour la pérennité de l'ouvrage géré et entretenu par l'EPTB,
- d'autre part, au titre de sa compétence en termes de solidarité territoriale, pour l'accompagnement de l'EPCI-FP face à des charges exceptionnelles liées à des dégâts causés sur l'ouvrage par les intempéries survenues pendant la crue de décembre 2020.

2.3. Mission exercée par l'EPCI-FP

L'EPCI-FP, en tant que titulaire de la compétence GEMAPI depuis le 1^{er} janvier 2018, est en charge de la gestion des ouvrages de protection contre les inondations. Dans le cadre d'une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI, il a notamment confié à l'EPTB la réalisation d'opérations relatives à la gestion de l'ouvrage de la Plaine, dont notamment les travaux d'urgence de réparation suite aux crues.

Dès lors, l'EPCI-FP reste décisionnaire quant à la nature et au financement des opérations à conduire relatives à l'ouvrage, ainsi qu'à son devenir.

Article 3. Coordination des actions

L'ensemble des opérations étant réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB, ce dernier en assure la coordination.

Article 4. Modalités de financement

En tant que maître d'ouvrage des travaux, l'EPTB s'acquittera des dépenses relatives à l'opération et sera en charge de la mobilisation des cofinancements potentiels de l'opération. Il établira le décompte général des dépenses et le plan de financement définitif et appellera sur cette base les participations respectives du Département et de l'EPCI-FP.

Le Département, dans le cadre de la présente convention souhaite accompagner financièrement la réalisation de l'opération, via sa participation à l'EPTB, et ce, à hauteur de 30 % du montant des dépenses retenues par l'Etat dans le cadre de la dotation de solidarité. Le montant effectif de la participation du Département sera appelé sur la base du décompte global et définitif des dépenses arrêté par le Président de l'EPTB et visé par le Payeur et du plan de financement définitif de l'opération. Cette participation n'excèdera pas le montant prévisionnel indiqué dans le plan de financement prévisionnel annexé à la présente convention, et elle sera calculée au prorata des dépenses effectives si le coût total des travaux réalisés est inférieur au montant prévisionnel.

L'EPCI-FP en tant que titulaire de la compétence GEMAPI reste responsable du financement de l'opération. Dès lors, conformément aux termes de la convention établie avec l'EPTB de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI, l'EPTB appellera auprès de l'EPCI-FP le montant restant à sa charge, déduction faite des cofinancements éventuels et de la participation du Département. Ce montant sera établi par l'EPTB sur la base du décompte général définitif des dépenses arrêté par le Président de l'EPTB et visé par le Payeur et du plan de financement définitif de l'opération.

Article 5. Durée de la convention

Conformément à l'article 1 alinéa I 2) de la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017, cette convention est établie pour une durée de 5 ans.

Article 6. Modifications ultérieures

La présente convention pourra être modifiée en cas de besoin par voie d'avenant.

Article 7. Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif de Pau. Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de conciliation amiable constituée par l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procédera à la saisine du Tribunal administratif. Elle en informera l'autre partie quinze jours à l'avance.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Xavier FORTINON
Président du Département des Landes

Philippe BRETHERS
Président de la communauté de communes
d'Aire-sur-l'Adour

Projet

Liste des annexes :

Annexe 1 : coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel de l'opération



Annexe 1 : coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel de l'opération

Coût prévisionnel

Nature des travaux	Commune	Réparation proposée	Coût prévisionnel en € HT
Présence de deux nouvelles érosions de berges	Aire-sur-l'Adour	Reprise de protection de berge	20 690,00

Plan de financement prévisionnel

	Taux	Montant (€ HT)
État - fonds de solidarité (1)	30%	6 207,00
Région Nouvelle-Aquitaine (2)	20%	4 138,00
Institution Adour (Département et EPCI-FP)	50%	10 345,00
TOTAL € HT	100%	20 690,00

(1) Une demande d'aide à la dotation de solidarité a été déposée au service de la Préfecture des Landes le _____ pour ces travaux. Le plan de financement ci-dessous prend en compte le scénario probable, où la dotation serait accordée à l'Institution Adour à un taux de 30 %.

(2) Une demande de financement a été adressée à la Région Nouvelle-Aquitaine le _____.

Répartition des participations

		Taux	Montant (€ HT)
Institution Adour	Département des Landes	À hauteur de 30 % HT des dépenses retenues par l'Etat	6 207,00
	Communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour	100% du reste à charge	4 138,00



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Réalisation des travaux d'urgence à intervenir sur la digue de protection contre les inondations Pénich-Laburthe, implantée en rive gauche de l'Adour sur la commune de Larrivière-Saint-Savin, suite aux crues de décembre 2020

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8, L. 1111-10 et L. 5211-61 ;

Vu le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations ;

Vu l'arrêté préfectoral de DUP du 17 décembre 1982 autorisant l'Institution Adour à créer une digue le long de l'Adour aux lieux-dits Pénich et Laburthe sur la commune de Larrivière,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 février 2011 portant classement en catégorie C la digue Pénich - Laburthe au sens de l'article R. 214-113 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 27 juin 1978 portant création de l'Institution Interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour,

Vu l'arrêté préfectoral du préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 11 avril 2007 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'Institution Adour en tant qu'établissement public territorial de bassin,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l'arrêté préfectoral PR/DC2PAT/2020/n°79 en date du 23 avril 2020 portant adhésion au syndicat mixte « Institution Adour » de la communauté de communes du Pays Grenadois,

Vu l'arrêté préfectoral PR/DAECL/2017/n°653 en date du 28 décembre 2017 portant mise en conformité des statuts de la communauté de communes du Pays Grenadois conformément aux dispositions de l'article 76-II de la loi n°2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la République et portant modification des statuts ;

Vu la convention n°03-2018 en date du 10 janvier 2018 établie entre l'Institution Adour et la communauté de communes du Pays Grenadois, relative à la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI par la communauté de communes à l'EPTB, et ses avenants ;

Vu la délibération n°2 en date du 25 janvier 2021 engageant le Département des Landes dans l'accompagnement des collectivités dans les travaux à mener à la suite des intempéries de décembre 2020 ;

Vu la délibération n°31/2021 en date du 18 mars 2021 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Vu la délibération n° en date du de l'Assemblée Départementale du Département des Landes approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Vu la délibération n° en date du du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays Grenadois approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Considérant que le Département des Landes est membre historique de l'Institution Adour, gestionnaire historique d'une partie de l'ouvrage de protection contre les inondations Pénich-Laburthe, et à ce titre, financeur principal des opérations conduites sur cet ouvrage par l'EPTB antérieurement au 1^{er} janvier 2018 ;

Considérant que l'Institution Adour est le gestionnaire historique de l'ouvrage de protection contre les inondations Pénich-Laburthe ;

Considérant l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'Institution Adour relatif à la délégation de compétence ;

Considérant l'article 3 partie A - 5 des statuts en vigueur de la communauté de communes du Pays Grenadois ;

Considérant l'article 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifié par l'article 1 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Projet

Entre

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert, établissement public territorial du bassin de l'Adour, dont le siège est situé au 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN, identifié sous le numéro SIREN 254 002 264 et représenté par son Président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n° 31/2021 en date du 18 mars 2021,

ci-après dénommée : l'EPTB

Et

Le Département des Landes, domicilié Hôtel Planté, 23 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN Cedex, identifié sous le numéro SIREN 224 000 018 et représenté par son Président Xavier FORTINON, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° en date du ,

ci-après dénommé : le **Département**

Et

La communauté de communes du Pays Grenadois, domiciliée Pôle des services, 14 place des Tilleuls - 40270 GRENADE-SUR-L'ADOUR, identifiée sous le numéro SIREN 244 000 824 et représentée par son Président Jean-Luc LAFENETRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° en date du ,

ci-après dénommée : l'EPCI-FP

Préambule

Le Département est l'un des quatre membres fondateurs de l'EPTB, établissement constitué en 1978 à l'échelle du bassin de l'Adour pour conduire à l'origine des missions relatives à l'aménagement hydraulique en vue notamment de la protection contre les inondations. L'EPTB a donc construit, réparé, étudié ou entretenu plusieurs ouvrages du bassin de l'Adour intervenant dans des dispositifs de protection contre les inondations, dont plusieurs implantés dans le département des Landes.

La digue de protection contre les inondations implantée le long de l'Adour en rive gauche sur la commune de Larrivière-Saint-Savin, dite digue « Pénich-Laburthe », aurait été créée sous la forme d'une levée de terre en 1973. En 1983, cet endiguement a été rehaussé et des travaux de confortement ont de plus été réalisés. Ces derniers ont consisté en la création d'un déversoir de crue et en la mise en place d'un ensemble de deux clapets (diamètre 1200) à l'exutoire du ruisseau de Laburthe.

En application du décret « digues » de 2007, l'État a donc prononcé le classement de la digue à l'encontre de l'EPTB qui dès lors en a assuré la gestion et la surveillance.

L'EPTB, devenue établissement public territorial de bassin depuis 2007, a été transformée d'institution interdépartementale en syndicat mixte ouvert en 2017 et a accueilli à compter de 2019, de nouveaux membres issus des différentes collectivités intéressées à la gestion de l'eau à l'échelle du bassin de l'Adour : EPCI-FP, syndicats mixtes de sous-bassins versants, Régions.

Depuis la création de la compétence GEMAPI et son affectation aux EPCI-FP, l'EPTB a poursuivi les missions de gestion, entretien et surveillance des ouvrages de protection contre les inondations qu'elle avait en charge (ouvrages classés au titre du décret « digues » de 2007) dont la digue Pénich-Laburthe classée à son encontre. Pour ce faire, des conventions de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI ont été établies avec les EPCI-FP concernés dont la communauté de communes du Pays Grenadois fait partie.

Dès lors, durant la période transitoire prévue par les textes dans la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, le Département a poursuivi son implication en matière de protection contre les inondations au travers de l'EPTB et en accompagnement des EPCI-FP nouvellement compétents. Cette période transitoire ayant pris fin au 31 décembre 2019, selon les prescriptions de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017, un conventionnement doit être établi entre l'EPCI-FP et le Département, auquel il convient d'ajouter l'EPTB parmi les parties prenantes dans la mesure où il reste l'opérateur de la partie de compétence GEMAPI concernée, délégué par l'EPCI-FP.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention est établie en application de l'article 59 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations,

Elle a pour objet de permettre au Département, en tant que membre historique de l'EPTB (opérateur de la gestion d'ouvrages de protection contre les inondations), de continuer à participer via l'EPTB à l'exercice par celui-ci d'une partie des missions relevant de la compétence GEMAPI au-delà du 1^{er} janvier 2020, ces missions lui ayant été déléguées par l'EPCI-FP.

Article 2. Missions exercées

La mission relevant de la GEMAPI concernée par la présente convention porte uniquement sur la réalisation des travaux d'urgence de réparation de la digue Pénich-Laburthe (recul de la partie aval de l'ouvrage) implantée le long de l'Adour sur le territoire de l'EPCI-FP, suite aux crues de décembre 2020.

2.1. Mission exercée par l'EPTB

L'EPTB sera l'opérateur en charge de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'urgence de réparation de la digue Pénich-Laburthe (recul de la partie aval) implantée le long de l'Adour sur le territoire de l'EPCI-FP. Dans ce cadre, l'EPTB devra notamment :

- Établir les estimations prévisionnelles des propositions de travaux,
- Mobiliser les cofinancements potentiels auprès des partenaires (État, Région, Europe, agence de l'eau, ...),
- Solliciter les autorisations réglementaires requises,
- Assurer la préparation et la conduite des opérations dans le respect de la réglementation, notamment en matière de commande publique et de gestion des ouvrages de protection contre les inondations,
- Tenir informées les parties prenantes de la présente convention du déroulé des opérations et recueillir leur accord préalable concernant la nature des travaux et les engagements financiers.

2.2. Mission exercée par le Département

Le Département, en tant que membre historique fondateur de l'Institution Adour, souhaite poursuivre l'accompagnement de l'EPCI-FP en charge de la compétence GEMAPI, concernant la réalisation par l'EPTB des travaux d'urgence de réparation de la digue Pénich-Laburthe (recul de la partie aval) implantée le long de l'Adour sur le territoire de la communauté de communes du Pays Grenadois.

Dans ce cadre, le Département intervient :

- d'une part, en tant qu'acteur historique au sein de l'EPTB pour la pérennité de l'ouvrage géré et entretenu par l'EPTB,
- d'autre part, au titre de sa compétence en termes de solidarité territoriale, pour l'accompagnement de l'EPCI-FP face à des charges exceptionnelles liées à des dégâts causés sur l'ouvrage par les intempéries survenues pendant la crue de décembre 2020.

2.3. Mission exercée par l'EPCI-FP

L'EPCI-FP, en tant que titulaire de la compétence GEMAPI depuis le 1^{er} janvier 2018, est en charge de la gestion des ouvrages de protection contre les inondations. Dans le cadre d'une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI, il a notamment confié à l'EPTB la réalisation d'opérations relatives à la gestion de l'ouvrage Pénich-Laburthe, dont notamment les travaux d'urgence de réparation suite aux crues.

Dès lors, l'EPCI-FP reste décisionnaire quant à la nature et au financement des opérations à conduire relatives à l'ouvrage, ainsi qu'à son devenir.

Article 3. Coordination des actions

L'ensemble des opérations étant réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB, ce dernier en assure la coordination.

Article 4. Modalités de financement

En tant que maître d'ouvrage des travaux, l'EPTB s'acquittera des dépenses relatives à l'opération et sera en charge de la mobilisation des cofinancements potentiels de l'opération. Il établira le décompte général des dépenses et le plan de financement définitif et appellera sur cette base les participations respectives du Département et de l'EPCI-FP.

Le Département, dans le cadre de la présente convention souhaite accompagner financièrement la réalisation de l'opération, via sa participation à l'EPTB, et ce, à hauteur de 30 % du montant des dépenses retenues par l'Etat dans le cadre de la dotation de solidarité. Le montant effectif de la participation du Département sera appelé sur la base du décompte global et définitif des dépenses arrêté par le Président de l'EPTB et visé par le Payeur et du plan de financement définitif de l'opération. Cette participation n'excèdera pas le montant prévisionnel indiqué dans le plan de financement prévisionnel annexé à la présente convention, et elle sera calculée au prorata des dépenses effectives si le coût total des travaux réalisés est inférieur au montant prévisionnel.

L'EPCI-FP en tant que titulaire de la compétence GEMAPI reste responsable du financement de l'opération. Dès lors, conformément aux termes de la convention établie avec l'EPTB de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI, l'EPTB appellera auprès de l'EPCI-FP le montant restant à sa charge, déduction faite des cofinancements éventuels et de la participation du Département. Ce montant sera établi par l'EPTB sur la base du décompte général définitif des dépenses arrêté par le Président de l'EPTB et visé par le Payeur et du plan de financement définitif de l'opération.

Article 5. Durée de la convention

Conformément à l'article 1 alinéa I 2) de la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017, cette convention est établie pour une durée de 5 ans.

Article 6. Modifications ultérieures

La présente convention pourra être modifiée en cas de besoin par voie d'avenant.

Article 7. Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif de Pau. Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de conciliation amiable constituée par l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procédera à la saisine du Tribunal administratif. Elle en informera l'autre partie quinze jours à l'avance.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Xavier FORTINON
Président du Département des Landes

Jean-Luc LAFENETRE
Président de la communauté de communes
du Pays Grenadois

Liste des annexes :

Annexe 1 : coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel de l'opération



Annexe 1 : coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel de l'opération

Coût prévisionnel

Nature des travaux	Commune	Réparation proposée	Coût prévisionnel en € HT
Recul de la partie aval de la digue	Larrivière-Saint-Savin	Reconstruction de la digue en retrait sur sa partie aval	290 000,00

Plan de financement prévisionnel

	Taux	Montant (€ HT)
État - fonds de solidarité (1)	30%	87 000,00
Région Nouvelle-Aquitaine (2)	20%	58 000,00
Institution Adour (Département et EPCI-FP)	50%	145 000,00
TOTAL € HT	100%	290 000,00

(1) Une demande d'aide à la dotation de solidarité a été déposée au service de la Préfecture des Landes le _____ pour ces travaux. Le plan de financement ci-dessous prend en compte le scénario probable, où la dotation serait accordée à l'Institution Adour à un taux de 30 %.

(2) Une demande de financement a été adressée à la Région Nouvelle-Aquitaine le _____.

Répartition des participations

		Taux	Montant (€ HT)
Institution Adour	Département des Landes	À hauteur de 30 % HT des dépenses retenues par l'Etat	87 000,00
	Communauté de communes du Pays Grenadois	100 % du reste à charge	58 000,00



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**Département
des Landes**

CONVENTION

Réalisation des travaux d'urgence à intervenir sur la digue de protection contre les inondations RD10 - Maisonnave, implantée en rive gauche de l'Adour sur les communes du Vicq-d'Auribat, Onard, Gousse et Saint-Jean-de-Lier, suite aux crues de décembre 2020

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8, L. 1111-10 et L. 5211-61 ;

Vu le décret n°2007-1735 du 11 décembre 2007 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

Vu le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations ;

Vu l'arrêté préfectoral de DUP du 16 avril 1984 autorisant l'Institution Adour à créer une digue le long de l'Adour aux lieux-dits Labarère / Carnadi / Cout - Constantine sur les communes de Gousse et Saint-Jean-de-Lier,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 février 2011 portant classement en catégorie C la digue Labarère / Carnadi / Cout - Constantine au sens de l'article R. 214-113 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté interpréfectoral en date du 27 juin 1978 portant création de l'Institution Interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour,

Vu l'arrêté préfectoral du préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 11 avril 2007 relatif à la délimitation du périmètre d'intervention de l'Institution Adour en tant qu'établissement public territorial de bassin,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l'arrêté préfectoral PR/DC2PAT/2020/n°79 en date du 23 avril 2020 portant adhésion au syndicat mixte « Institution Adour » de la communauté de communes Terres de Chalosse,

Vu l'arrêté préfectoral n°2017/1078 en date du 22 décembre 2017 portant mise en conformité des statuts de la communauté de communes Terres de Chalosse conformément aux dispositions de l'article 76-II de la loi n°2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la République et portant modification des statuts ;

Vu la convention n°08-2018 en date du 31 janvier 2018 établie entre l'Institution Adour et la communauté de communes Terres de Chalosse, relative à la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI par la communauté de communes à l'EPTB, et ses avenants ;

Vu la délibération n°2 en date du 25 janvier 2021 engageant le Département des Landes dans l'accompagnement des collectivités dans les travaux à mener à la suite des intempéries de décembre 2020 ;

Vu la délibération n°31/2021 en date du 18 mars 2021 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Vu la délibération n° en date du de l'Assemblée Départementale du Département des Landes approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Vu la délibération n° en date du du conseil communautaire de la communauté de communes Terres de Chalosse approuvant les termes de la présente convention et autorisant le Président à la signer ;

Considérant que le Département des Landes est membre historique de l'Institution Adour, gestionnaire historique d'une partie de l'ouvrage de protection contre les inondations « Maisonnave-RD10 », et à ce titre, financeur principal des opérations conduites sur cet ouvrage par l'EPTB antérieurement au 1^{er} janvier 2018 ;



Considérant que l'Institution Adour est le gestionnaire historique d'une partie de l'ouvrage de protection contre les inondations « Maisonnave-RD10 » ;

Considérant l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'Institution Adour relatif à la délégation de compétence ;

Considérant l'article 5 partie A - 5 des statuts en vigueur de la communauté de communes Terres de Chalosse ;

Considérant l'article 59 de la n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifié par l'article 1 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations ;

Projet



Entre

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert, établissement public territorial du bassin de l'Adour, dont le siège est situé au 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN, identifié sous le numéro SIREN 254 002 264 et représenté par son Président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n° 31/2021 en date du 18 mars 2021,

ci-après dénommée : l'EPTB

Et

Le Département des Landes, domicilié Hôtel Planté, 23 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN Cedex, identifié sous le numéro SIREN 224 000 018 et représenté par son Président Xavier FORTINON, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° en date du ,

ci-après dénommé : le **Département**

Et

La communauté de communes Terres de Chalosse, domiciliée Pôle des services, 55 place Foch - 40380 MONTFORT-EN-CHALOSSE, identifiée sous le numéro SIREN 200 069 631 et représentée par son Président Didier GAUGEACQ, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° en date du ,

ci-après dénommée : l'EPCI-FP

Préambule

Le Département est l'un des quatre membres fondateurs de l'EPTB, établissement constitué en 1978 à l'échelle du bassin de l'Adour pour conduire à l'origine des missions relatives à l'aménagement hydraulique en vue notamment de la protection contre les inondations. L'EPTB a donc construit, réparé, étudié ou entretenu plusieurs ouvrages du bassin de l'Adour intervenant dans des dispositifs de protection contre les inondations, dont plusieurs implantés dans le département des Landes.

La digue de protection contre les inondations implantée le long de l'Adour en rive gauche sur les communes de Gousse, Onard, Saint-Jean-de-Lier et Vicq-d'Auribat, dite digue « Maisonnave - RD10 », aurait été créée avant 1860 et a fait l'objet de plusieurs travaux de réhausse, raccordement, confortement, réparation, dont une partie ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour, notamment après les événements climatiques de 1981.

En application du décret « digues » de 2007, l'État a donc prononcé le classement de trois tronçons de la digue à l'encontre de l'Institution Adour qui dès lors en a assuré la gestion et la surveillance.

L'EPTB, devenue établissement public territorial de bassin depuis 2007, a été transformée d'institution interdépartementale en syndicat mixte ouvert en 2017 et a accueilli à compter de 2019, de nouveaux membres issus des différentes collectivités intéressées à la gestion de l'eau à l'échelle du bassin de l'Adour : EPCI-FP, syndicats mixtes de sous-bassins versants, Régions.

Depuis la création de la compétence GEMAPI et son affectation aux EPCI-FP, l'EPTB a poursuivi les missions de gestion, entretien et surveillance des ouvrages de protection contre les inondations qu'elle avait en charge (ouvrages classés au titre du décret « digues » de 2007) dont les tronçons de la digue « Maisonnave-RD10 » classés à son encontre. Pour ce faire, des conventions de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI ont été établies avec les EPCI-FP concernés dont la communauté de communes Terres de Chalosse fait partie.

Dès lors, durant la période transitoire prévue par les textes dans la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, le Département a poursuivi son implication en matière de protection contre les inondations au travers de l'EPTB et en accompagnement des EPCI-FP nouvellement compétents. Cette période transitoire ayant pris fin au 31 décembre 2019, selon les prescriptions de la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017, un conventionnement doit être établi entre l'EPCI-FP et le Département, auquel il convient d'ajouter l'EPTB parmi les parties prenantes dans la mesure où il reste l'opérateur de la partie de compétence GEMAPI concernée, déléguée par l'EPCI-FP.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention est établie en application de l'article 59 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations,

Elle a pour objet de permettre au Département, en tant que membre historique de l'EPTB (opérateur de la gestion d'ouvrages de protection contre les inondations), de continuer à participer via l'EPTB à l'exercice par celui-ci d'une partie des missions relevant de la compétence GEMAPI au-delà du 1^{er} janvier 2020, ces missions lui ayant été déléguées par l'EPCI-FP.

Article 2. Missions exercées

La mission relevant de la GEMAPI concernée par la présente convention porte uniquement sur la réalisation des travaux d'urgence de réparation de la digue « Maisonnave - RD10 » implantée le long de l'Adour sur le territoire de l'EPCI-FP suite aux crues de décembre 2020 et février 2021.

2.1. Mission exercée par l'EPTB

L'EPTB sera l'opérateur en charge de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'urgence de réparation de la digue « Maisonnave - RD10 » implantée le long de l'Adour sur le territoire de l'EPCI-FP. Dans ce cadre, l'EPTB devra notamment :

- Établir les estimations prévisionnelles des propositions de travaux,
- Mobiliser les cofinancements potentiels auprès des partenaires (État, Région, Europe, agence de l'eau, ...),
- Solliciter les autorisations réglementaires requises,
- Assurer la préparation et la conduite des opérations dans le respect de la réglementation, notamment en matière de commande publique et de gestion des ouvrages de protection contre les inondations,
- Tenir informées les parties prenantes de la présente convention du déroulé des opérations et recueillir leur accord préalable concernant la nature des travaux et les engagements financiers.

2.2. Mission exercée par le Département

Le Département, en tant que membre historique fondateur de l'Institution Adour, souhaite poursuivre l'accompagnement de l'EPCI-FP nouvellement en charge de la compétence GEMAPI, concernant la réalisation par l'EPTB des travaux d'urgence de réparation de la digue « Maisonnave - RD10 » implantée le long de l'Adour sur le territoire de l'EPCI-FP.

Dans ce cadre, le Département intervient :

- d'une part, en tant qu'acteur historique au sein de l'EPTB pour le maintien de l'ouvrage géré et entretenu par l'EPTB jusqu'à la mise en place de la GEMAPI et ce, dans l'attente de la décision concernant le devenir de cet ouvrage qui incombe à l'EPCI-FP,
- d'autre part, au titre de sa compétence en termes de solidarité territoriale, pour l'accompagnement de l'EPCI-FP face à des charges exceptionnelles liées à des dégâts causés sur l'ouvrage par les intempéries survenues pendant la crue de décembre 2020.

2.3. Mission exercée par l'EPCI-FP

L'EPCI-FP, en tant que titulaire de la compétence GEMAPI depuis le 1^{er} janvier 2018, est en charge de la gestion des ouvrages de protection contre les inondations. Dans le cadre d'une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI, il a notamment confié à l'EPTB la réalisation d'opérations relatives à la gestion de l'ouvrage « Maisonnave-RD10 », dont notamment les travaux d'urgence de réparation suite aux crues.

Dès lors, l'EPCI-FP reste décisionnaire quant à la nature et au financement des opérations à conduire relatives à l'ouvrage, ainsi qu'à son devenir.

Article 3. Coordination des actions

L'ensemble des opérations étant réalisées sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB, ce dernier en assure la coordination.

Article 4. Modalités de financement

En tant que maître d'ouvrage des travaux, l'EPTB s'acquittera des dépenses relatives à l'opération et sera en charge de la mobilisation des cofinancements potentiels de l'opération. Il établira le décompte général des dépenses et le plan de financement définitif et appellera sur cette base les participations respectives du Département et de l'EPCI-FP.

Le Département, dans le cadre de la présente convention souhaite accompagner financièrement la réalisation de l'opération, via sa participation à l'EPTB, et ce, à hauteur de 30 % du montant des dépenses retenues par l'Etat dans le cadre de la dotation de solidarité. Le montant effectif de la participation du Département sera appelé sur la base du décompte global et définitif des dépenses arrêté par le Président de l'EPTB et visé par le Payeur et du plan de financement définitif de l'opération. Cette participation n'excèdera pas le montant prévisionnel indiqué dans le plan de financement prévisionnel annexé à la présente convention, et elle sera calculée au prorata des dépenses effectives si le coût total des travaux réalisés est inférieur au montant prévisionnel.

L'EPCI-FP en tant que titulaire de la compétence GEMAPI reste responsable du financement de l'opération. Dès lors, conformément aux termes de la convention établie avec l'EPTB de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI, l'EPTB appellera auprès de l'EPCI-FP le montant restant à sa charge, déduction faite des cofinancements éventuels et de la participation du Département. Ce montant sera établi par l'EPTB sur la base du décompte général définitif des dépenses arrêté par le Président de l'EPTB et visé par le Payeur et du plan de financement définitif de l'opération.

Article 5. Durée de la convention

Conformément à l'article 1 alinéa I 2) de la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017, cette convention est établie pour une durée de 5 ans.

Article 6. Modifications ultérieures

La présente convention pourra être modifiée en cas de besoin par voie d'avenant.

Article 7. Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif de Pau. Préalablement à la saisine de cette juridiction, les parties mettront en œuvre une procédure de conciliation amiable constituée par l'échange d'au moins deux correspondances. En cas d'échec dûment constaté par les parties, la partie la plus diligente procédera à la saisine du Tribunal administratif. Elle en informera l'autre partie quinze jours à l'avance.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Xavier FORTINON
Président du Département des Landes

Didier GAUGEACQ
Président de la communauté de communes
Terres de Chalosse

Liste des annexes :

Annexe 1 : coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel de l'opération



Annexe 1 : coût prévisionnel et plan de financement prévisionnel de l'opération

Nature des travaux et réparations proposées

Nature des travaux	Commune	Réparation proposée	Coût prévisionnel en € HT
Renard hydraulique et érosion consécutive à une surverse localisée (point bas de l'ouvrage) - décembre 2020	Gousse	Reprise de la digue pour rétablir son étanchéité au niveau du renard hydraulique et reprise de l'érosion et du point bas.	137 479,00
Nombreuses surverses sur des points bas de l'ouvrage -- décembre 2020	Saint-Jean-de-Lier	Reprise de l'ensemble des secteurs ayant subi des désordres	
Fontis au droit d'un ouvrage traversant au lieu-dit Constantine - décembre 2020			
Formation de deux brèches et d'un fontis sur la digue du Cout - décembre 2020			
Infiltrations identifiées lors de la crue détériorant l'étanchéité de l'ouvrage lors de la crue (déplacement sédiments du corps de l'ouvrage) - décembre 2020	Onard	Reprise ponctuelle de la digue pour restaurer son étanchéité.	
Formation d'une nouvelle brèche et agrandissement d'une autre - février 2021	Saint-Jean-de-Lier	Reprise des brèches	15 100,00

Plan de financement prévisionnel

	Taux	Montant (€ HT)
État - fonds de solidarité (1)	30%	45 773,70
Région Nouvelle-Aquitaine (2)	20%	30 515,80
Institution Adour	50%	76 289,50
TOTAL € HT	100%	152 579,00

(1) Une demande d'aide à la dotation de solidarité a été déposée au service de la Préfecture des Landes le . pour ces travaux. Le plan de financement ci-dessous prend en compte le scénario probable, où la dotation serait accordée à l'Institution Adour à un taux de 30 %.

(2) Une demande de financement a été adressée à la Région Nouvelle-Aquitaine le .

Répartition des participations

		Taux	Montant (€ HT)
Institution Adour	Département des Landes	À hauteur de 30 % HT du montant des dépenses retenues par l'Etat	45 773,70
	Communauté de communes Terres de Chalosse	100% du reste à charge	30 515,80

Projet

